

Chronologie des événements au Portugal établie par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (16 septembre 1975)

Légende: Cette chronologie du 16 septembre 1975, établie par le greffe de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, présente les événements politiques majeurs au Portugal depuis le 25 avril.

Source: Comité mixte du Conseil de l'Europe. La situation au Portugal: chronologie des événements depuis le 25 avril 1975, établie par le Greffe de l'Assemblée, Restricted CM/AS (75) 3. Strasbourg: 16.09.1975. 11 p.

Copyright: (c) Conseil de l'Europe

URL:

http://www.cvce.eu/obj/chronologie_des_evenements_au_portugal_etablie_par_l_assemblee_parlementaire_du_conseil_de_l_europe_16_septembre_1975-fr-d4e5ff65-c9e1-470f-992f-94c9fe8ca1a6.html

Date de dernière mise à jour: 07/09/2012

La situation au Portugal

Chronologie des événements depuis le 25 avril 1975, établie par le Greffe de l'Assemblée

Avril

28. Les résultats définitifs des élections du 25 avril à l'Assemblée Constituante sont annoncés ; ils sont reproduits ci-dessous, en pourcentage du total des votes exprimés :

Socialistes : 37,9 ; Parti Populaire Démocratique (PPD) : 26,3 ; Communistes : 12,6 ; Centre démocrate socialiste (CDS) : 7,55 ; Mouvement démocratique portugais (MDP) : 4,13 ; Front socialiste populaire (FSP) : 1,17 ; Mouvement de la gauche socialiste (MES) : 1,02.

Les communistes interprètent ce résultat comme une victoire des forces politiques progressistes, les socialistes comme une défaite du communisme et un triomphe pour la démocratie pluraliste.

Mai

1er. Mario Soares, Secrétaire Général du parti socialiste, est empêché par la force d'accéder à la tribune des orateurs au cours du rassemblement du 1er mai organisé à Lisbonne par l'"Intersindical", organisation syndicale unitaire dominée par les communistes.

2. Importantes manifestations socialistes à Lisbonne et Porto contre les incidents du 1er mai à Lisbonne.

3. Lourdes pertes signalées à la suite des combats entre mouvements de libération rivaux en Angola.

5. Les Ministres des Affaires étrangères de la CEE chargent la Commission de Bruxelles d'élaborer dès que possible un rapport sur les meilleurs moyens, pour les Neuf de porter assistance au Portugal. (La Commission a proposé par la suite une aide de 700 millions de dollars sur 3 ans).

10. Le bulletin du MFA souligne la nécessité de "solutions progressives" permettant la synthèse des processus "électoraux et révolutionnaires".

14. De nouvelles nationalisations sont annoncées (tabac, ciment, cellulose). Les entreprises étrangères ne sont pas affectées. Le revenu minimum est fixé à 4 000 escudos, le maximum devant être de 35 000 (après prélèvement fiscal).

15. Les troupes portugaises assument la responsabilité totale de la sécurité en Angola.

17. Le général de Carvalho prédit la "mort naturelle" des partis politiques (dans une interview publiée par l'hebdomadaire "Expresso").

19. Les typographes communistes occupent les bureaux du journal socialiste "Republica", pour mettre fin au "journalisme de parti".

20. Après l'échec des tentatives de médiation du commandant Jesuino, ministre des Communications Sociales (Information) et du général de Carvalho, commandant les forces de sécurité intérieures COPCON, le gouvernement ferme le journal "Republica" en attendant le jugement du tribunal spécial chargé des questions de presse.

Dans un communiqué, l'Assemblée du MFA attribue aux socialistes la responsabilité des incidents du 1er mai et appelle à la coopération directe avec les structures de participation populaire telles que les comités de travailleurs et d'îlots.

Le major Melo Antunes, Ministre des Affaires étrangères, termine une visite de 36 h à Bonn. Le

communiqué officiel annonce que le gouvernement fédéral est prêt à donner son appui à l'extension des accords de libre échange entre le Portugal et la CEE. Le major Antunes déclare qu'un code à l'intention des investisseurs étrangers est en préparation. L'appartenance à l'OTAN n'est pas remise en question.

21. Les socialistes Mario Soares (ministre d'Etat sans portefeuille) et Salgado Zenha (ministre de la Justice) informent le président Costa Gomes qu'ils n'assisteront pas aux réunions de cabinet tant que le journal "Republica" ne sera pas publié à nouveau. La démocratie pluraliste est en jeu et doit être garantie.

D'importantes manifestations socialistes se déroulent à Lisbonne et à Porto.

23. Dans un communiqué, le Conseil Militaire Suprême de la révolution invite socialistes et communistes à se réunir et à trouver une solution à leurs différends. Les socialistes sont blâmés d'avoir attaché une importance disproportionnée au "conflit du travail" relatif au journal "Republica".

Un communiqué communiste accuse les socialistes d'avoir eu des réactions "hystériques" et de se comporter comme "un parti d'opposition".

Le major Melo Antunes, ministre des Affaires étrangères, et M. Lopes, ministre du Commerce extérieur, se rendent à Bruxelles pour des entretiens avec les membres de la Commission européenne.

25. Les socialistes accusent les communistes de vouloir établir une démocratie populaire sur le modèle de l'Europe orientale, après avoir dissout l'Assemblée Constituante.

26. Les ministres des Affaires étrangères de la CEE, réunis à Dublin, conviennent que le Portugal aurait besoin d'une aide économique rapide et efficace, qui favoriserait l'évolution vers la démocratie.

Le Conseil ministériel de l'AELE, réuni à Genève le même jour, avec la participation de M. Lopes, ministre du Commerce extérieur, décide d'envisager des mesures d'assistance urgente au Portugal.

27. L'assemblée du MFA critique tous les partis politiques et charge un groupe de travail d'établir les fondements de "Comités populaires" pour renforcer les liens entre le MFA et la population.

28. Des travailleurs occupent l'émetteur de radio "Renascença" (qui appartient à l'épiscopat catholique) pour le mettre "au service du peuple". Les ministres socialistes Soares et Zenha acceptent de participer à une réunion de cabinet en raison de la gravité de la situation en Angola.

Le Conseil de Presse (composé en nombre égal de journalistes et d'éditeurs) déclare l'action des typographes du journal "Republica" illégale sur trois comptes (en vertu de la loi sur la presse récemment promulguée).

La Commission mixte CEE/Portugal se réunit à Bruxelles et décide d' "entreprendre des négociations appropriées dès que possible pour développer la coopération".

29. De nombreux militants du parti maoïste MRPP sont arrêtés par des unités du COPCON.

Juin

1er. Au cours de leur séjour à Bruxelles pour la réunion au sommet de l'OTAN le général Gonçalves, Premier ministre, et l'amiral Rosa Continho demandent une sympathie plus grande pour la "voie portugaise vers le socialisme" et refusent d'admettre que le Portugal soit un cheval de Troie au sein de l'alliance. Ils réaffirment qu'un code des investissements étrangers est en préparation.

2. M. Fitzgerald, Président en exercice du Conseil des ministres de la CEE, se rend à Lisbonne pour s'y entretenir avec les membres du gouvernement portugais. Les accords de libre échange seraient élargis sous réserve de l'établissement d'"un ordre démocratique fondé sur les principes qui servent de base à la communauté".

L'Assemblée Constituante élue le 25 avril tient sa première séance sous la présidence par interim (qui sera confirmée ultérieurement) du professeur socialiste Henrique de Barros. Les sièges se répartissent comme suit : Socialistes : 116 ; PPD : 81 ; communistes : 30 ; CDS : 16 ; MDP : 5 ; UDP (union démocratique parlementaire) : 1.

3. M. Armando Bacelar, socialiste, secrétaire d'Etat au ministère de la Justice, termine une visite de deux jours au Conseil de l'Europe pour un examen détaillé de la coopération juridique. Il déclare, au cours d'une conférence de presse, que le Portugal n'est pas encore en mesure de solliciter l'adhésion à part entière à l'Organisation.

7. La visite officielle du Président Costa Gomes à Paris, la première d'un chef d'Etat portugais dans la capitale française depuis 1917, prend fin. M. Costa Gomes assure au Président Giscard d'Estaing que son pays est en voie de créer une démocratie pluraliste.

Le gouvernement civil des Açores démissionne à la suite de manifestations séparatistes.

9. Des troupes sont envoyées au secours de chefs du parti démocratique portugais (PDC), assiégés par des manifestants de l'extrême gauche à Evera.

12. La réouverture du journal "Republica" (annoncée par le Conseil révolutionnaire suprême le 8 juin) est retardée, le gouvernement ayant annoncé qu'il n'était pas en mesure de garantir la sécurité du personnel.

15. Le général de Carvalho, dans une interview à radio Renascença se demande si la "révolution des fleurs" n'a pas été une erreur et si une répression sévère des contre-révolutionnaires n'aurait pas été préférable.

19. Les typographes réoccupent les bureaux du journal "Republica", qui leur ont été ouverts par le COPCON après que le personnel de direction ait refusé de reprendre son travail sans garanties de sécurité.

Des combats entre catholiques et militants de gauche se déroulent devant la résidence de l'archevêque de Lisbonne. Les catholiques sont lapidés et chassés dans la résidence.

Après une semaine de réunions intensives, le Conseil révolutionnaire suprême publie un long document, dans lequel il réaffirme son attachement au pluralisme politique, y compris la liberté d'expression, et caractérise la phase actuelle de la vie politique comme une étape de transition vers une société sans classe où les moyens de production seraient collectivisés. L'assemblée Constituante est avertie de devoir limiter ses activités à l'élaboration d'une constitution, sans exprimer d'opinions sur les questions politiques d'actualité.

21. Le Dr Moura (PPD), Secrétaire d'état à la sécurité Sociale, se rend à Strasbourg pour des discussions au Secrétariat du Conseil de l'Europe.

23. Mario Soares déclare, dans une interview publiée par le journal "Le Figaro", que l'opposition entre l'Eglise et l'Etat menace la révolution. Il ajoute qu'il croit en la nécessité de la liberté religieuse.

Une "édition en exil" du journal "Republica" est publiée par "Le quotidien de Paris" ; elle comprend un document qui est censé reproduire des instructions secrètes ordonnant aux communistes occidentaux de prendre le pouvoir.

24. Les ministres des Affaires étrangères de la CEE, réunis à Luxembourg, confirment qu'ils approuvent le principe d'une aide financière de la Communauté au Portugal.

28. Le Conseil Révolutionnaire Suprême est restructuré par la création d'un comité exécutif central (composé du Président Costa Gomez, du Premier ministre, du général de Carvalho et des chefs des trois armes).

Juillet

3. Le Conseil Révolutionnaire Suprême décide la nationalisation de toutes les stations de radio, y compris radio Renascença, qui sera administrée par un comité militaire (après qu'une déclaration gouvernementale que la station serait rendue à l'épiscopat ait provoqué une manifestation de gauche).

10. L'Assemblée du MFA adopte les textes de base d'un "état de travailleurs et de soldats" dans lequel les conseils d'entreprise et de quartier (élus à main levée) enverront des délégués à des assemblées populaires.

Les socialistes quittent le gouvernement en affirmant que les mesures prises par le MFA équivalent à l'établissement d'une dictature.

Le journal "Republica" est publié par la nouvelle direction (un comité militaire).

12. Le Premier ministre annonce que les ministres socialistes seront remplacés par "des personnalités indépendantes capables de placer les intérêts de la nation au-dessus de leurs sympathies partisans".

13. Des agriculteurs manifestent et incendient les locaux du parti communiste et du front socialiste populaire (FSP) à Rio Maior, au nord de Lisbonne.

15. Des manifestations socialistes se déroulent à Lisbonne. Elles ont pour slogan : "la population n'est pas avec le MFA".

Les communistes tentent en vain de modifier le règlement de l'Assemblée Constituante pour abolir le débat de politique générale qui précède traditionnellement l'adoption de l'ordre du jour.

16. Le PPD quitte le gouvernement de coalition, n'ayant pas obtenu les garanties relatives aux principes démocratiques qu'il avait demandés.

Le Conseil Révolutionnaire Suprême dissout le quatrième gouvernement provisoire et charge le général Gonçalves, Premier ministre, de former un nouveau gouvernement.

Une manifestation de gauche organisée pour soutenir le MFA appelle à la dissolution de l'Assemblée Constituante.

17. Le "Conseil européen" des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays de la CEE, réuni à Bruxelles, déclare que les Communautés sont prêtes à poursuivre leurs discussions sur la coopération économique et financière avec le Portugal mais que cette coopération serait liée à des progrès vers la démocratie pluraliste. Le chancelier Schmidt déclare : "Nous ne souhaitons pas venir en aide à une dictature."

18. Les communistes érigent des barricades à Porto pour empêcher une manifestation socialiste. Les barricades sont rapidement démantelées et les manifestants, dont le nombre est évalué à 50 000, réclament la démission du Premier ministre procommuniste, le général Gonçalves.

19. Les communistes ne réussissent pas à empêcher une démonstration massive de même tendance à Lisbonne.

21. La réunion de la commission mixte CEE/Portugal, qui devait se tenir à Bruxelles à l'échelon ministériel, est annulée à la demande du gouvernement portugais.

22. De nouvelles attaques sont lancées contre plusieurs permanences communistes dans le nord du pays.

25. Le Secrétaire d'Etat Kissinger avertit l'Union Soviétique qu'une ingérence dans les affaires portugaises serait incompatible avec l'esprit de la détente.

26. Le Président Costa Gomes plaide pour une pause dans le processus révolutionnaire que "la population n'a pas réussi à suivre".

L'autorité suprême est attribuée par l'Assemblée du MFA à un triumvirat qui comprend les généraux Costa Gomes, Gonçalves et de Carvalho, représentant les trois tendances du mouvement. Le Conseil de la Révolution devient un organe consultatif.

Le général de Carvalho, de retour au Portugal après un voyage d'une semaine à Cuba, évoque la nécessité éventuelle d'un recours à la force pour éliminer les contre-révolutionnaires et décrit les socialistes comme de dangereux ennemis de la révolution.

27. La création du triumvirat approuvée sans réserve par les communistes mais décrite par les socialistes comme "anticonstitutionnelle, sans aucun doute possible, en droit et aux termes du pacte" (signé par le MFA et les partis politiques le 11 avril).

Le général Gonçalves déclare que le Portugal est engagé dans "une lutte à mort contre le capitalisme".

31. Le Président Costa Gomes se rend à Helsinki pour la cérémonie de clôture de la CSCE.

Août

2. Les dirigeants socialistes et démocrates socialistes européens se réunissent officiellement à Stockholm pour examiner la situation au Portugal et chargent le Premier ministre danois, M. Joergensen, d'une enquête sur les lieux. Le Premier ministre britannique, M. Harold Wilson, décrit le Portugal comme "le premier test de l'esprit d'Helsinki".

4. Le général de Carvalho décide de maintenir à la tête du régiment de commandos Amadora (intégré au COPCON) le colonel Neves, qui avait été suspendu après avoir été accusé par les communistes de préparer un coup d'état de droite.

D'autres émeutes anticommunistes sont signalées à Famalicao, dans le nord du pays.

8. Le Président Costa Gomes annonce la composition du cinquième gouvernement provisoire "de transition". Les ministres socialistes, PPD et communistes sont remplacés par des militaires et des "techniciens indépendants".

Neuf des 28 membres du Conseil révolutionnaire, dirigés par le major Melo Antunes et comprenant les commandants des régions militaires du centre et du sud publient un manifeste, ou "proposition d'une autre solution politique", dans lequel ils protestent contre la radicalisation de la révolution et préconisent le retour à la doctrine primitive et le remplacement du Premier ministre, le général Gonçalves.

Les "Neuf" sont suspendus du Conseil révolutionnaire par le triumvirat au pouvoir, qui qualifie le manifeste d' "élément de division". Néanmoins, le "document Antunes" continue à circuler, provoque des discussions et obtient des soutiens dans certaines unités de l'armée de terre et de l'armée de l'air (mais non dans la marine). Les socialistes, le PPD et l'Assemblée Constituante se déclarent en faveur du manifeste.

11. La foule saccage les locaux du parti communiste à Braga, ville dont l'évêque a décrit le communisme comme l'ennemi du peuple et de la religion.

12. Un pont aérien commence pour transporter au Portugal les 300 000 blancs qui vivaient en Angola ; il doit s'achever le 11 novembre, jour de l'indépendance.

13. Des travailleurs communistes empêchent le Premier ministre danois, M. Joergensen, de visiter le chantier naval le plus important du Portugal, Lisnave.

14. Le général de Carvalho publie un programme politique rédigé par un groupe d'officiers du COPCON, qui attaque le document Antunes. Les partis sont déclarés responsables de la paralysie gouvernementale. L'organisation d'élections par le MFA est décrite comme une erreur grave. Les modèles démocrates socialistes d'Europe occidentale ainsi que les liens avec la CEE et l'AELE sont rejetés en faveur de l'indépendance nationale, orientée vers la coopération avec le Tiers Monde.

18. Un groupe de 24 journalistes du quotidien "Diario de Noticias" sont suspendus pour avoir protesté contre la ligne communiste et partielle du journal. Les socialistes et les maoïstes se mettent d'accord pour obtenir plus de voix que les communistes au syndicat des journalistes et demandent la démission du ministre de l'information, le commandant Jesuino.

19. La grève générale d'une demi-heure demandée par l'"Intersindical" pour protester contre la "réaction fasciste" et la violence anticommuniste est peu suivie.

Le Premier ministre recherche un appui dans les bastions communistes proches de Lisbonne. Il reconnaît comme une erreur l'affaire de radio Renascença qui a provoqué l'hostilité de la hiérarchie catholique.

Des négociations continuent entre le "groupe Antunes" et le "groupe COPCON". Le triumvirat au pouvoir suspend les activités et ordonne la restructuration de la cinquième division des Affaires générales, qui sert d'unité de propagande communiste. Le général procommuniste Corvacho, commandant la région nord, est rappelé à Lisbonne.

20. Une réunion communiste, qui devait avoir lieu à Porto et où le docteur Cunhal, chef du parti, devrait prendre la parole, est annulée au dernier moment en raison de la "passivité des forces de l'ordre".

22. Mario Soares n'exclut pas une réponse favorable aux communistes qui ont lancé un appel à l'unité antifasciste mais leur demande de faire la preuve qu'ils respecteront les règles de la démocratie :

- a. en organisant des élections véritables aux syndicats et aux pouvoirs locaux ;
- b. en rendant le journal "Republica" et radio Renascença à leurs propriétaires légaux.

25. Le Premier numéro de "A Luta" (la lutte) est édité par Raul Rego, rédacteur en chef déposé de "Republica". L'orientation du journal est décrite comme "socialiste, pluraliste et indépendante".

26. Le Premier ministre refuse de démissionner, les groupes Antunes et COPCON n'ayant pas réussi à se mettre d'accord sur une solution de rechange commune, et après des manifestations d'appui et de loyauté à l'extrême-gauche et aux communistes organisées par des sous-officiers et des gradés (également dans la région militaire du nord, où le général Corvacho a repris ses fonctions).

27. La Pravda dénonce le "boycott économique" du Portugal par la CEE comme "une ingérence grossière dans les affaires intérieures du pays".

29. A Timor, la guerre civile entre mouvements d'indépendance rivaux oblige les forces armées et le gouverneur portugais à quitter l'île.

Le général Gonçalves, remplacé dans les fonctions de Premier ministre par le Chef d'Etat-Major de la Marine, l'amiral Pinheiro de Azevedo, est nommé chef d'Etat-Major des Forces Armées.

Septembre

1er. Le Chef d'Etat-Major de l'armée de l'air, le général Morais e Silva, publie un communiqué contestant la promotion du général Gonçalves au grade de Chef d'Etat-Major des Forces Armées.

L'amiral Pinheiro de Azevedo consulte les dirigeants des partis socialistes⁽¹⁾, populaire démocratique⁽¹⁾ et

communistes en vue de former un gouvernement. Il fait savoir que le commandant Jesuino ne restera pas ministre de l'Information.

2. Le général Spinola fait un voyage en Europe, le second depuis son exil au Brésil en mars. Il déclare appartenir au "Mouvement démocratique de libération du Portugal".

3. L'Assemblée de l'Armée rejette à une écrasante majorité la nouvelle désignation, qui n'est pas encore confirmée, du général Gonçalves.

5. L'Assemblée du MFA, à laquelle les armées de terre et de l'air ne sont représentées que par leur chef d'Etat-Major, exclut le général Gonçalves et deux de ses partisans du conseil révolutionnaire et annule sa nomination aux fonctions de Chef d'Etat-Major de l'armée de terre.

La marine exclut de ses rangs son représentant le plus "modéré", l'amiral Vitor Crespo.

8. Le Conseil de la révolution réintègre les dirigeants "modérés" exclus, les majors Melo Antunes et Vitor Alves, et charge des groupes de travail d'étudier des propositions tendant à transférer le pouvoir aux civils.

(1) qui demandent, parmi les conditions de leur participation, l'organisation d'élections à une Assemblée législative dans un délai de 60 jours après la mise au point définitive d'une constitution.